

Au programme de chaque numéro, cette rubrique, qui connaît une diversité croissante, se veut un catalogue des informations utiles dans l'exercice de notre profession. Sans naturellement prétendre à l'exhaustivité, vous y trouverez les principaux changements en droit comptable et fiscal, les modifications importantes sur les plans de la sécurité sociale ou du droit des sociétés, mais également un état des lieux de certains projets de loi en cours. Pour l'essentiel, dans la mesure où ils sont intervenus au cours des trois mois précédant la publication du numéro concerné.

Pour vous faciliter les choses, nous vous présentons cet inventaire à la Prévert sous la forme pratique d'un abécédaire.

B ILAN SOCIAL

La loi du 22 décembre 1995 (MB du 30 décembre 1995) et l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social (MB du 30 août 1996) instaurent l'obligation, pour chaque entreprise qui doit publier des comptes annuels, de publier un bilan social. Le troisième état du schéma complet évalue le degré d'utilisation des mesures en faveur de l'emploi au cours de l'exercice, en opérant une distinction entre les mesures liées à un avantage financier et les autres. L'actualisation de cette liste de mesures fait chaque année l'objet d'un arrêté royal. La dernière version, applicable pour la première fois au début de l'exercice prenant cours à partir de l'exercice 2001, a été introduite par l'arrêté royal du 2 avril 2001 (MB du 25 avril 2001).

C REDIT D'IMPOT

Sans préjudice des dispositions actuelles de l'article 289bis CIR 92 et du projet tendant à instaurer un crédit d'impôt sur les faibles revenus d'activité (voyez "réformes fiscales infra), une récente proposition de loi entend également lier l'octroi d'un crédit d'impôt aux dépenses de formation, de recherche et de développement. Il s'agirait d'imputer sur l'impôt des personnes physiques et sur l'impôt des sociétés un montant de 20 % de ces dépenses, avec toutefois un plafond d'imputation de 25 % des revenus imposables. Il est prévu que des précisions soient apportées ultérieurement par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Source : Doc. parl., Ch. repr., 3e session 2000-2001, n° 50-1253/001, 11 mai 2001

D EPLACEMENTS DOMICILE - LIEU DE TRAVAIL

Quoiqu'elle n'ait pas encore été confirmée légalement, le projet de loi allant dans ce sens n'ayant été déposé à la Chambre que ce 23 mai, on peut toutefois considérer comme acquis que l'intervention de l'employeur dans le prix de l'abonnement souscrit régulièrement par le travailleur auprès d'une entreprise publique de transport en commun est totalement exonérée à compter de l'exercice d'imposition 2001.

Source : Communiqué de presse du Ministère des Finances, 8 mai 2001 - Projet de loi modifiant l'article 38 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 en matière d'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, Doc. parl., Ch. repr., 3e session de la 50e législature, 2000-2001, 23 mai 2001.

D ISCRIMINATIONS

Au centre de nombreux débats actuels, la problématique des discriminations d'ordre fiscal a connu plusieurs suites. En voici deux, pas vraiment heureuses.

* Taxe compensatoire de circulation sur le diesel. Saisie d'une question préjudicielle par la Cour d'appel de Gand (voyez IEC- info n° 22/2000), la Cour d'arbitrage a estimé que cette taxe ne viole pas le principe constitutionnel d'égalité. Cette taxe ne sera donc pas remboursée, et les milliers de propriétaires de voitures au diesel qui ont introduit une réclamation seront vraisemblablement avertis de son rejet par un avis dont la publication au Moniteur ne saurait tarder.

Source : Arrêt de la Cour d'arbitrage du 8 mai 2001 n° 57/2001, non encore publié.

* Enfants à charge de personnes mariées ou de concubins. Appelée à se prononcer relativement à l'article 140 CIR 92, la Cour d'Arbitrage a estimé qu'il n'y a aucune discrimination issue du critère retenu en tant que tel (le bénéficiaire de l'avantage fiscal est la personne qui assume en fait la direction du ménage), dès lors qu'il est appliqué tant aux conjoints qu'aux concubins et de la même manière. Il n'y a pas davantage d'immixtion de la part de l'Administration dans la vie privée des contribuables, puisque ce sont uniquement ceux-ci qui peuvent indiquer dans leur déclaration qui assume en fait la direction du ménage, l'Administration n'appréciant cette question qu'à titre subsidiaire. Enfin, le fait que les personnes mariées bénéficient du report automatique sur les autres membres du ménage de l'avantage fiscal, et non les concubins, résulte, selon la Cour, du choix fait par le législateur de considérer les concubins/cohabitants comme des personnes isolées fiscalement (pour le futur, voyez "Réformes fiscales" infra) alors que les couples mariés forment une seule entité fiscale.

Source : Arrêt de la Cour d'arbitrage du 8 mai 2001 n° 57/2001, non encore publié.

E PARGNE

A l'entame de la Présidence belge de l'Union européenne, ce 1er juillet 2001, laquelle comporte seize priorités et une multitude de propositions (<http://www.eu2001.be>), mais également à la veille de son élargissement et de l'avènement de l'euro, il nous parut intéressant de faire le point sur un dossier sensible, celui de la fiscalité de l'épargne harmonisée.

Ce n'est plus un secret pour personne qu'un accord a été trouvé au Conseil Ecofin du 26 novembre 2000 sur une proposition de directive. Schématiquement, il a été décidé qu'à terme, tous les pays européens (Belgique et Luxembourg compris) procéderont, à partir de 2003, à un échange d'informations qui permettra au fisc de vérifier si les revenus d'intérêt déclarés par les épargnants personnes physiques correspondent à la réalité. Toutefois, cette règle générale ne s'appliquera pas directement à tous. A titre transitoire, trois pays - la Belgique, l'Autriche et le Luxembourg - ont demandé de pouvoir bénéficier, pendant sept ans (jusqu'en 2010), d'un régime d'exception sous la forme d'un précompte retenu à la source de 15 % pendant les trois premières années (de 2003 à 2005), le taux minimum passant ensuite à 20 %, ce jusqu'à la fin de cette période de transition. Les recettes seront partagées entre l'Etat de résidence de la personne imposée (qui recevra 75 % de l'impôt) et le pays dans lequel les

coupons seront payés (25 %). Pour éviter un déséquilibre majeur de l'euro-marché, on mettra également en application la "clause du grand-père" : cela signifie que les euro-obligations émises (précisément) avant le premier mars de cette année, quoi qu'il arrive, ne seront pas "précomptées". En outre, les tranches qui viendraient augmenter d'anciennes émissions sont elles aussi exemptées, jusqu'en mars 2002.

Reste évidemment à savoir si cet accord a des chances de devenir un jour une directive européenne. Il faut, à tout le moins, l'espérer ! Tout en gardant à l'esprit que le vote, et partant la mise en œuvre de cette directive a été conditionné par le Luxembourg à la conclusion d'accords identiques avec les pays non membres (Suisse, Lichtenstein, Monaco, Andorre, Saint-Marin...) et les territoires dépendants (îles Anglo-Normandes, Antilles néerlandaises et les territoires des Caraïbes). On sait également que la Suisse refuse d'abandonner son secret bancaire, voulant, tout au plus, discuter de l'instauration d'un précompte.

Voilà pour l'ambiance actuelle. On en saura bientôt davantage, dès que la Commission aura publié son rapport sur l'état des discussions avec ces différents pays.

EURO

L'objectif désormais clairement en vue, deux points méritent manifestement d'être mis en évidence.

* Utilisation. Inutile de se voiler la face : s'ils sont contrastés, les derniers chiffres disponibles sur l'utilisation de l'euro par les petites et moyennes entreprises n'incitent guère à l'optimisme. Certes, plus de la moitié des PME établissent leurs factures et leurs prix en euros, mais à peine 30 % d'entre elles tiennent leur comptabilité en euros et 15 % publient leurs comptes annuels dans cette monnaie. Pire, à peine une sur dix, paie son personnel en euros. Réalisée par l'Unizo, cette enquête confirme le constat dressé auparavant par la FEE et la Commission européenne, même s'il s'agit d'une situation qui s'observe un peu partout en Europe.

Face à ce bilan, il n'est pas inutile d'insister une fois encore sur l'urgence qu'il y a à prendre à bras le corps la problématique de l'euro dans les PME (voyez IEC- info n° 1/2001 – numéro spécial "Euro"). S'il en fallait encore de preuves, il suffit de rappeler quelques dangers qui guettent les entreprises qui, quelle que soit leur taille, ne seraient pas prêtes pour l'e-day : 1) plus d'exercice d'activités commerciales d'un point de vue légal ; 2) aucun paiement scriptural ne pourra plus être effectué en BEF après le 1er janvier 2002. 3) la comptabilité, les comptes annuels et le bilan devront être établis en euros à compter du 1er janvier 2002 ; 4) les réviseurs ne certifieront pas les comptes annuels d'une société non comptable avec l'euro...

Ceci étant, il est tout aussi vrai que la situation s'améliore au fur et à mesure que la taille de l'entreprise s'accroît, sans doute liée à la présence d'une cellule spécialisée à l'euro, présente dans 86 % des grandes entreprises. Au vu des résultats du sondage réalisé par Survey and action auprès des 497 managers d'entreprises de dix personnes et plus présentes en Belgique, le passage à l'euro est, en effet, une réalité pour 62 % d'entre elles, du moins en matière de facturation alors que 48 % sont déjà passées à l'euro pour l'établissement de leur comptabilité. Ce pourcentage monte à 69 % pour les entreprises du secteur financier. Plus de 90 % des sociétés de plus de 500 personnes ont adopté la monnaie unique pour leur comptabilité. Par contre, le

paiement des salariés n'est effectué en euros que dans 37 % des entreprises visées. La raison de ce désintérêt réside sans doute dans le fait que la gestion des salaires est, en règle générale, confiée à des secrétariats sociaux, lesquels seraient prêts.

Sources : UNIZO "Enquête over de overschakeling van de KMO's naar de euro. Ronny Lannoo, directeur UNIZO-media-dienst, rechtstreekse nummers : 02/238 05 53 en 02/238 05 51, centrale UNIZO : 02/238 05 11, e-mail : lieve.vlas-schaert@kmonet.org; FEE "Passage à l'euro, février 2001, <http://www.euro.fee.be/> et Echo, mardi 12 juin 2001, p. 2.

* Eurominikits ? Une idée de cadeau de fin d'année ? Pensez "eurominikits", en fait 29 pièces de monnaie en euros (deux pièces de deux euros, cinq pièces d'un euro, deux pièces de deux euros, cinq pièces d'un euro, quatre pièces de cinquante eurocents, trois de vingt eurocents...) pour une valeur totale de 12,40 euros, soit 500 BEF.

Comment les obtenir ? Les petites entreprises (moins de 60 personnes) pourront acheter directement les kits à partir du 1er décembre 2001 dans les agences bancaires, les bureaux de poste et les agences de la Banque Nationale de Belgique. Les plus importantes doivent les commander à la Banque Nationale et se les faire livrer à partir d'octobre 2001 par l'intermédiaire de la Banque Nationale (<http://www.nbb.be>).

Outre la familiarisation à l'euro qu'il permet, l'intérêt de l'octroi d'un eurominikit par un employeur à son personnel réside essentiellement dans sa qualification d'avantage social exceptionnel et, à ce titre, exempté de charges fiscales et de cotisations sociales, tout en étant déductible par l'employeur comme frais professionnels.

Voici les conditions à remplir pour bénéficier effectivement de ce régime de faveur :

- 1) l'eurominikit doit être distribué, en un seul exemplaire, à tout travailleur salarié en service au 15 décembre 2001;
- 2) l'employeur doit assurer la distribution par ses propres moyens, de sorte qu'il ne peut être question d'octroyer un chèque en euros échangeable à la Banque;
- 3) l'octroi de l'eurominikit doit constituer un avantage social supplémentaire, non déduit des rémunérations conventionnelles des travailleurs. Il ne peut se substituer à d'autres indemnités existantes auxquelles les membres du personnel ont droit en vertu de leur contrat de travail ou de leur CCT;
- 4) la remise des eurominikits aux travailleurs ne peut avoir lieu qu'à partir du 15 décembre 2001.

Pour toute information, appelez le numéro vert de la Banque Nationale (0800/1.2002) et/ou le numéro 02.221.33.42 du Commissariat général à l'euro, ou consultez le site web du Gouvernement fédéral : <http://euro.fgov.be>.

FICHES JUSTIFICATIVES

Deux questions récentes du Sénateur de Clippele furent, pour le Ministre des Finances, l'occasion d'apporter des précisions intéressantes.

* Fiches 281.50. Le Ministre des Finances a été interrogé sur le régime de justification des commissions, courtages, ristournes commerciales, etc. attribués à des non-résidents. En effet, pour les résidents, lorsqu'une facture est adressée par le bénéficiaire au débiteur, il n'est pas nécessaire d'éta-

blir des fiches 281.50 ni de relevé récapitulatif 325.50. Cette règle est-elle également applicable aux non-résidents ? La réponse du Ministre est claire : cette dérogation ne peut en aucun cas s'appliquer aux non-résidents. Les commissions, courtages, etc. octroyés aux non-résidents doivent donc faire l'objet de fiches 281.50 et d'un relevé récapitulatif 325.50, même si une facture a été établie.

Source : BPQR, Sénat, Session 2000-2001, n° 2-32 du 20/3/2001, question n° 792 du 20/7/2000.

* Déduction des frais visés à l'article 57, 1° du C.I.R. 92. Suite à une question relative à la production des fiches et relevés exigés à l'article 57 du C.I.R. 92, notre Ministre des Finances a eu également l'occasion de préciser que les fonctionnaires taxateurs doivent, en principe, respecter les directives tracées aux numéros 57/11 et 57/69 du Com.IR 92. Selon le Ministre, la tolérance évoquée au n° 57/69 précité du Com.IR 92 (déduction des frais, même en cas de production tardive des pièces justificatives requises, sauf si le retard apporté place l'Administration dans l'impossibilité d'imposer les bénéficiaires des revenus dans les délais légaux) ne trouvera toutefois pas à s'appliquer, si la bonne foi du débiteur des revenus peut être remise en cause, par exemple lorsque les fiches et relevés sont rentrés tardivement de manière répétitive, ou encore si le débiteur des revenus attend systématiquement l'examen de sa situation fiscale pour les introduire. Une précision utile.

Source : BPQR, Sénat, Session 2000-2001, n° 2-33 du 3 avril 2001, question n° 771 du 12 juillet 2000.

H ABITATIONS MODESTES

En vertu de l'article 44 C. Enr., les droits d'enregistrement sont de 12,5 % en cas d'acquisitions immobilières. Ce taux est toutefois ramené à 6 % pour les ventes d'"habitations modestes", c'est-à-dire celles dont le revenu cadastral n'excède pas 30 000 BEF, majoré lorsqu'il y a des enfants à charge (4 000 BEF pour 3 à 4 enfants à charge, 8 000 BEF pour 5 à 6 et 12 000 BEF pour 7 enfants à charge et plus). Comme la dernière péréquation cadastrale remonte au 1er janvier 1975, on peut aisément croire que de très nombreux propriétaires ont réalisé des transformations et aménagements dans leur immeuble, sans nécessairement en faire la déclaration à l'Administration du Cadastre. Que les RC ne soient ainsi plus toujours d'actualité n'entraîne toutefois guère de conséquences pratiques. Jusqu'il y a peu, en effet, lorsqu'un contribuable acquérait une habitation réputée modeste et demandait à bénéficier du taux réduit pour les droits d'enregistrement, sa demande était acceptée. Le cas échéant, un contrôle intervenait a posteriori et l'acheteur devait supporter la différence avec le taux normal de 12,5 %, s'il s'avérait que la valeur de l'habitation était supérieure. Depuis le 15 mai 2001, l'affaire s'est singulièrement compliquée. Toute demande d'extrait cadastral à joindre à la demande d'obtention du droit d'enregistrement réduit sera, en effet, envoyée au contrôleur local du cadastre, lequel expertisera l'immeuble en question. Si le contrôle fait apparaître que le RC est toujours d'actualité, pas de problème. Par contre, si l'agent constate que l'immeuble a, depuis 1975, subi des modifications ou rénovations qui ont contribué à le valoriser, il pourra entamer une procédure de révision "extraordinaire" du revenu cadastral. Le RC ainsi revalorisé sera notifié au vendeur et deviendra définitif, soit après l'accord écrit du vendeur, soit à l'issue d'une période de deux mois, soit à l'expiration de la procédure de réclamation. Si le RC d'une habitation modeste est ainsi revu à la hausse et dépasse 30.000 BEF, les droits d'enregistrement à l'achat passent de 6 % à 12,5 % et la réduction du précompte immobilier de 25 % est supprimée.

I AS

Comme nous l'évoquions dans le numéro précédent, la proposition de règlement de la Commission, prise en exécution de sa communication intitulée "Stratégie de l'Union européenne en matière d'information financière, la marche à suivre (<http://europa.eu.int/>), est une nouveauté d'importance. Dès qu'elle aura été approuvée, en l'occurrence pour 2002 au plus tard, par le Parlement européen et le Conseil européen, elle entrera en application sous la forme, non d'une directive, mais d'un règlement européen.

Schématiquement, ce texte emporte obligation pour les 6700 sociétés européennes (dont environ 150 entreprises belges) cotées sur un marché réglementé et toutes celles qui se préparent à une telle cotation en rédigeant à cet effet un prospectus d'émission, d'élaborer à partir de 2005 leurs comptes consolidés financiers conformément aux normes IAS.

D'évidence, il s'agit d'un dossier à suivre. Plus particulièrement, pour deux motifs. Afin de se conformer dans la pratique aux exigences de la proposition, les entreprises concernées devront établir, dès 2003 et 2004, leurs comptes consolidés conformément aux IAS ou retraiter ces comptes en conséquence. Et donc, concrètement, les échéances sont d'ores et déjà fort proches. Ensuite, parce que les Etats membres disposeront de la possibilité d'étendre l'application des normes IAS à certaines catégories de sociétés non cotées, voire aux comptes annuels statutaires.

Il va de soi que l'Institut prendra une part active dans l'évolution de cette problématique, notamment au travers de la parution d'articles dressant régulièrement l'état des lieux.

Source : Proposition de règlement "relatif à l'application de normes internationales aux comptes annuels", 13 février 2001, COM(2001) 80 - 2001/0044(COD) (PBC 29 mai 2001, 154E, 285).

P ARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

Au terme d'un parcours parlementaire plutôt calme, le nouveau régime de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices de la société a été publié au Moniteur belge du 9 juin 2001. Il appartient au Roi de fixer l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation. Selon toute vraisemblance, celle-ci serait applicable aux comptes clôturés à partir du 31 décembre 2001.

Soucieux de serrer de près l'actualité, nous vous en avons présenté les grands axes dans le numéro précédent. A présent que nous disposons du texte définitif, il n'est sans doute pas inutile de revenir brièvement sur le système optionnel pour les PME (au sens de l'article 15 du Code des sociétés), le bien nommé "plan d'épargne d'investissement". De quoi s'agit-il ? Rien de bien compliqué. Pour éviter une dilution du capital, les bénéfices attribués aux travailleurs ne sont pas distribués, mais mis, moyennant le paiement d'un intérêt annuel, à la disposition de l'entreprise dans le cadre d'un prêt non subordonné et affecté à des investissements en immobilisations. Sauf circonstances spécifiques (licenciement, mise à la retraite, décès du travailleur adhérent), le remboursement des sommes prêtées doit être effectué au terme d'une période qui ne peut être inférieure à deux ans, ni supérieure à cinq ans. De telles participations sont alors taxées à 15 % dans le chef du travailleur et ne doivent pas être reprises dans la déclaration fiscale.

Source : Loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices de la société - MB du 9 juin 2001.